



Rapport narratif pour la période allant du 1 février 2018 au 31 mars 2019  
N° Projet : 2018-0026  
Titre du projet : « *Press freedom during the election* »

Préparé par Prince Murhula, Coordinateur

**Contacts :**

Tél : +243 824327086

Mail : [prince@jpddh.org](mailto:prince@jpddh.org),

Web : [www.jpddh.org](http://www.jpddh.org)

**PHASE I : DU 1 FEVRIER 2018 AU 31 MAI 2018**

## **1. CONTEXTE:**

Au cours de cette phase du Projet « », JPDDH a travaillé dans un contexte politique, social et économique instable en République démocratique du Congo.

Sur le plan national, au niveau politique, l'incertitude continue à planer sur l'organisation des élections présidentielles et législatives fixées au 23 décembre par la Commission électorale nationale indépendante, CENI. Ces élections ont été repoussées depuis décembre 2016, à l'expiration du mandat du président actuel Joseph Kabila qui continue à se maintenir au pouvoir au-delà de son mandat. Beaucoup de retards ont été accumulés à ce jour par rapport aux prévisions de la CENI.

Entre temps, le président Kabila continue avec sa tentative de vouloir se maintenir au pouvoir malgré qu'il ait épuisé son second et dernier mandat depuis 2016. La Constitution du pays ne l'autorise pas à briguer un troisième mandat. Ses proches n'hésitent plus d'évoquer publiquement la candidature de Joseph Kabila pour les prochaines élections présidentielles. Ce qui est contraire à la Constitution qui évoque à son article 70 que le Président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans renouvelables une seule fois.

Une représentation qui risque de replonger le pays dans la violence prédisent nombreux observateurs.

De même, dans le pays, le rétrécissement de l'espace politique continue à être d'actualité. L'organisation des manifestations publiques exigeant l'alternance et la démocratie a été formellement interdite. Toute tentative de marche pacifique est brutalement dispersée par les agents de sécurité. La liberté d'expression est aussi gravement menacée.

Les différentes marches organisées par le Comité laïc de coordination, CLC, ont été brutalement réprimées causant une centaine de morts, des centaines des blessés et des centaines d'arrestations. Les regroupements publics des mouvements sociaux tels la LUCHA, Filimbi, etc, et ONG œuvrant pour la démocratie sont aussi violemment réprimées.

L'application de l'accord de la Sainte Sylvestre conclu le 31 décembre 2016 se fait aussi de manière sélective au gré du pouvoir. Nombreux opposants continuent à croupir en prison pour leurs opinions, d'autres à l'instar du candidat déclaré pour la présidentielle, Moïse Katumbi, demeurent en exil.

Avec la volatilité politique, le secteur sécuritaire se voit aussi affecté. La résurgence des groupes armés, l'insécurité urbaine et la criminalité avec des cas d'assassinats et attaques ciblés, de plus en plus, la situation sécuritaire semble échapper au contrôle des autorités. Et à cela, plane désormais une menace de la guerre civile impliquant les pays voisins et qui sont d'ailleurs dénoncées par les autorités congolaises elles-mêmes.

Cette situation politique affecte malheureusement les autres secteurs de la vie dont le secteur économique entraînant ainsi l'inflation, la chute de la valeur de la monnaie locale (le franc congolais) face au dollar américain. Le taux de chômage ne cesse aussi de croître et la détérioration des routes de dessertes agricole de ne cesse de s'empirer.

Malgré ce sombre tableau, nombreux congolais continuent à espérer à une alternance au sommet de l'Etat.

Dans ce contexte, JPDDH à travers le projet « liberté d'expression en période électorale », a poursuivi ses activités visant à renforcer les compétences des journalistes en vue de la couverture objective et sécurisée de la période électorale.

## **2. OBJECTIFS DU PROGRAMME:**

- Renforcer la capacité des journalistes du Sud Kivu pour une couverture objective des élections de 2016 en RDC.
- Promouvoir le journalisme sensible aux conflits en période électorale dans la province du Sud Kivu.

## **3. ACTIVITES DU PROGRAMME:**

Au cours de cette première phase du programme, 5 activités majeures ont été organisées .

Il s'agit de :

1. Production de 6 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique en République démocratique du Congo
2. Organisation de 5 forums communautaires sur la liberté d'expression à Kalehe, Uvira, Idjwi, Walungu et Bukavu
3. Produire 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits de l'homme au Sud Kivu
4. Formation de 50 étudiants en journalisme sur le journalisme des droits humains et de la démocratie
5. Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet.

Ces différentes activités ont entre autre contribué largement faire participer la population sur le débat lié à la démocratie et au processus électoral, à conscientiser la population sur son rôle dans la démocratie et le processus électoral, responsabiliser les acteurs des médias dans la diffusion des informations électorales paisibles engager les autorités locales, les services de sécurité, les acteurs politiques, de la société civile, dans la protection des journalistes et du droit à l'information.



#### ***1. Production de 6 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique***

Durant cette première phase, 6 émissions de débat public ont été organisés. Baptisée J-Débat (Jambo débats), à l'image de la plateforme Jambordc.info, toutes les émissions ont été produite dans la salle des formations de JPDDH.

Les sujets ci-après ont été abordés :

1. La répression des marches pacifiques en période électorale en RDC
2. la problématique de la machine à voter proposée par la CENI, rejetée par l'opposition et

une frange de la population,

3. la participation de la femme du Sud Kivu au processus électoral
4. Evaluation sur les 28 ans de la démocratisation de la RD Congo.
5. Le financement des élections du 23 décembre 2018 sur fonds propres du gouvernement congolais.
6. L'apport des organisations sous régionales au processus électoral en République démocratique du Congo

Au total 192 personnes ont participé à ces émissions de débats dont 83 femmes soit en moyenne 32 participants par émission. Les débats étaient chaque fois ouverts et regroupaient les acteurs de la société civile, les acteurs politiques comme co-débatteurs et le public qui participait activement au débat sur la démocratie.

Les émissions enregistrées en public ont été diffusées sur la Radio Svein, la Radio Star et la Radiotélévision Ngoma ya Kivu (RTNK).

Ces émissions ont permis d'ouvrir un vrai débat démocratique avec les acteurs politiques, potentiels candidats députés provinciaux et nationaux, sur les problèmes réels que connaissent les citoyens surtout en cette phase électorale. Elles ont aussi permis au public d'adresser directement leurs opinions aux acteurs politiques sur les questions politiques de l'heure notamment le débat sur la machine à voter, la participation de la femme aux prochaines élections, etc.

**Changement attendu** : Un débat public met autour les acteurs politiques, de la société civile en présence la communauté, Les groupes des jeunes, femmes, et autres catégories de la communauté trouvent un cadre idéal et échangent directement avec les leaders politiques, de la société civile et expriment leurs



points de vues sur l'état de lieu ou le contexte démocratique. Notamment sur le processus électoral, la gouvernance et les droits humains dans la province du Sud-Kivu.

Le cadre de cette émission public a permis au public composé des jeunes, des femmes, et autres cadres communautaires à prendre part au débat sur le processus démocratique et électoral. Il s'agit de la toute première initiative du genre où les acteurs politiques débattent directement devant leurs futurs électeurs sur les questions de société et de la vie politique du pays. Le public intervient aussi pour faire avancer le débat et

émettre ses idées pour l'amélioration du climat démocratique dans le pays.

L'interaction entre les co-débatteurs et le public a ainsi été une des forces de cette activité. *« J'ai pour la première fois vu les politiciens que j'entends à la radio. J'avais souvent des préoccupations mais aujourd'hui je leur ai dit en face ce que je pense pour que la démocratie soit réelle. Je pense que c'est un cadre original et il faut continuer à mettre en face de nous les politiciens pour qu'on puisse débattre ensemble »*, a dit une participante à l'issue d'une émission.

*« Cette émission est d'une grande importance pour éclairer le peuple congolais et l'amener à éviter des soupçons ».*

*« Heureux de participer à J-Débat de Jambordc.info. C'est une initiative qui va permettre aux acteurs politiques et de la Société civile du Sud-Kivu de se documenter davantage par rapport aux questions afin d'avoir les vraies informations à donner au public. J'encourage cette émission »*

*« J'encourage Jambordc.info qui, à travers cette émission publique, pourra contribuer certainement au processus électoral et à la promotion de la démocratie et des droits humains ».*

## 2) Organisation de 5 forums communautaires sur la liberté d'expression en période électorale et démocratique



Ces différents forums ont été organisés dans cinq sites du projet. Un forum a ainsi été organisé dans le territoire de d'Idjwi le 24 mars, dans le territoire de Walungu le 6 avril, dans le territoire d'Uvira le 14 avril, à Kalehe le 17 avril et dans la ville de Bukavu le 3 mai 2018. Dans les 4 sites ruraux (Uvira, Walungu, Idjwi, Kalehe), les forums ont été organisés avec les Clubs de presse locaux. Dans la ville de Bukavu, JPDDH a associé l'Union nationale de la presse du Congo, UNPC, dans l'organisation

de l'activité. Au total 137 personnes ont pris part aux forums communautaires organisés durant cette phase. Les parties prenantes s'engagent à accompagner les journalistes et garantir la liberté d'expression dans leurs communautés.

**Changement attendu : A l'issue de l'activité, les parties prenantes s'engagent à accompagner les journalistes et garantir la liberté d'expression dans leurs communautés.**



Le chef de l'ANR Kalehe et de l'armée entraînent de lire l'édit sur la protection des journalistes au cours du forum. Ph. Théophile Ombeni

Sur les 5 sites (Bukavu, Walungu, Kalehe, Idjwi et Uvira), les parties prenantes dont les acteurs de sécurité (Agence de renseignement-ANR-, la police, l'armée), les autorités locales (gouverneur, administrateur de territoires etc) ainsi que les acteurs de la société civile ont pris l'engagement d'accompagner les journalistes de garantir la liberté d'expression durant la période électorale et démocratique.

Un acte d'engagement a chaque fois été signé par les différentes parties prenantes à l'issue de chaque forum.

A Bukavu, au lendemain du forum communautaire, après la restitution des résolutions, le gouverneur de province Claude Nyamugabo a promis qu'«*aucun journaliste ne sera arrêté pour avoir fait son travail durant son mandat*»

Soulignons que grâce aux forums communautaires, pour la toute première fois,

### ***3) Produire 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits humains au Sud Kivu***

Au total 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes ont été imprimées et distribuées dans la province du Sud Kivu. Les journalistes, acteurs politiques, acteurs de la société civile, agents de sécurité (ANR, police, etc) et les autorités politiques ont reçu une copie de l'Edit.

**Changement attendu : 400 brochures de l'Edit provincial portant protection des défenseurs des droits humains et des journalistes sont produites et vulgarisées auprès des médias et des autorités provinciales. Les journalistes comprennent le contenu de la loi et s'en servent désormais pour leur protection juridique**

400 brochures sont produites et distribuées au près des journalistes, acteurs de la société civile, autorités provinciales et acteurs politiques dans les 5 sites du projet.

Les journalistes comprennent désormais son bien fondé et disposent des copies de l'édit.

Les autorités de leur part ont promis de s'approprier cet edit et d'accompagner les journalistes dans la jouissance de la liberté d'expression.

### ***4) Organisation de 50 étudiants en journalisme sur le journalisme des droits humains et de la démocratie***

Une formation sur le journalisme des droits humains et de la démocratie a été organisée à l'intention de 50 étudiants de l'Ecole technique de journalisme, ETJ, du 20 au 21 mars 2018.



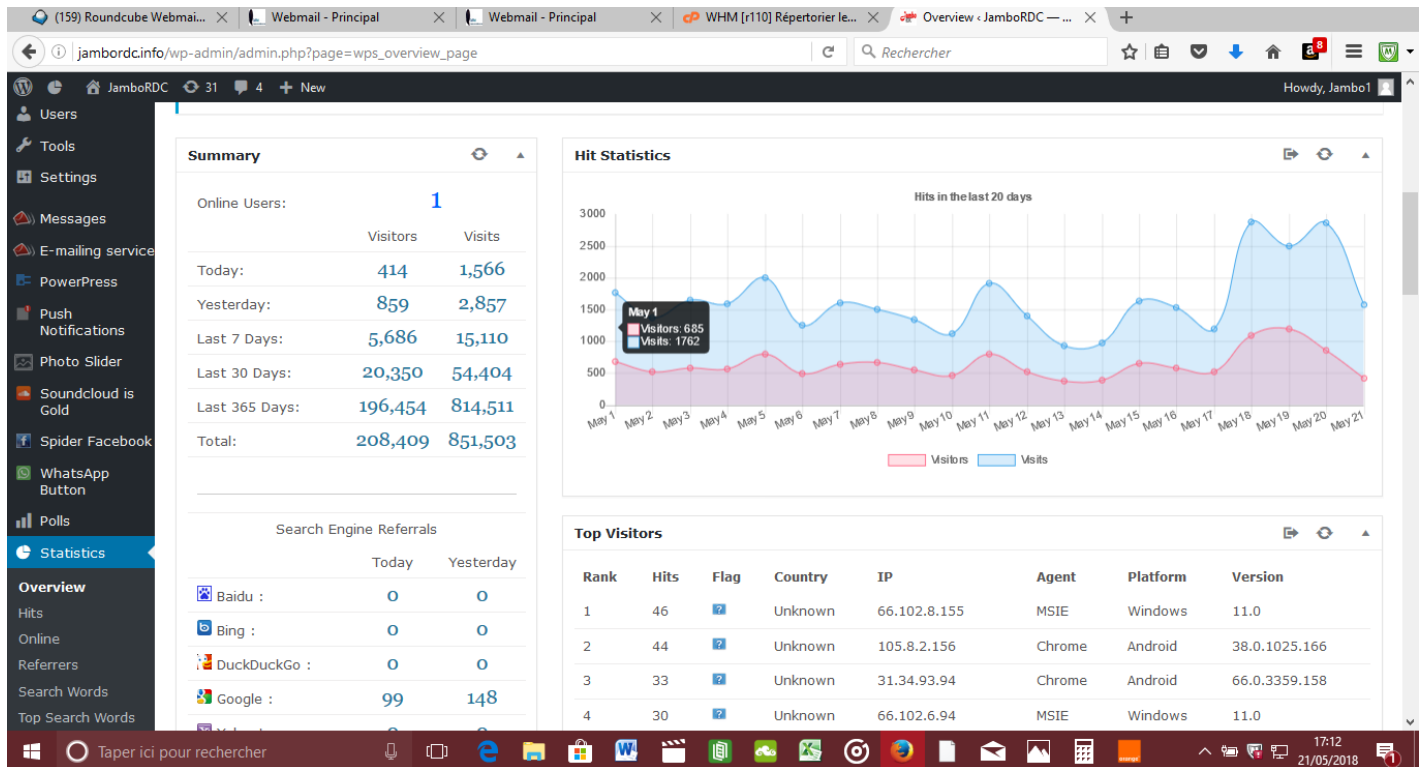
Les étudiants ont été informés sur les techniques de récolte, de traitement de de diffusion de l'information relative aux droits humains surtout en lien avec le processus électoral.

La formation a eu lieu en deux phases : La première consistait à former 25 étudiants sur les principes de la démocratie et des droits humains. La seconde consistait à les former sur les techniques journalistiques de rédaction, traitement et diffusion de l'information en lien avec les droits humains durant le processus électoral et démocratique en République démocratique du Congo.

**Changement attendu: A l'issue de cette formation 50 étudiants en journalisme auront une maîtrise des principes démocratiques et des droits humains et en feront usage dans les différentes diffusions des émissions et programmes radio.**

A l'issue de cette formation, les étudiants ont compris les principes clés de la démocratie, le rôle des élections ainsi que le rôle du journaliste pendant la période électorale. Ils ont également maîtrisé les techniques de rédaction journalistique adaptée au contexte électoral et en lien avec les droits humains. Ils se sont également engagés à les appliquer dans leur carrière journalistique ainsi que dans leurs productions médiatiques

***5) Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet.***



Au total 270 articles sur le processus démocratique sont produits et publiés sur la plateforme en ligne Jambordc.info. Ces articles sont principalement revenus sur le context politique et des droits humains dans le pays à la veille des elections qui doivent, en principe se tenir au 23 décembre 2018.

Au 21 mai 2018, le site web [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) avait déjà 851, 503 (huit cents cinquante et un mille cinq cents et trois ) visites. Ce qui augmente davantage sa notoriété dans la province du Sud Kivu et en RDC en général.

Septembre 2017

JamboRDC est ainsi devenue la principale source d'information sur le processus démocratique en ligne dans la province du Sud Kivu.

Un groupe sur whatsapp pour renforcer le débat démocratique et le processus électoral a aussi été créée et regroupe actuellement plus de 2000 (deux milles) participants qui débattent et relayent des informations publiés sur la plateforme JamboRDC.info ainsi que sur d'autres sites sur le processus démocratique.

**Changement attendu : Une plateforme en ligne existe et sert de canal d'information objective du public et de partage d'informations entre médias. Les journalistes membres des clubs de presses vont poursuivre avec les partages d'informations à travers la plateforme en ligne pour informer le public sur l'évolution du processus démocratique et les droits humains dans leurs milieux. La plateforme sert aussi de cadre de partage instantanée d'informations entre médias et journalistes membres des clubs de presse. Au moins 1 million de personnes visitent la plateforme et s'informent objectivement du processus démocratique sur base des productions des journalistes.**

La plateforme sert de canal objective d'information du public et de partage d'information entre medias de différents territoires au Sud Kivu. La population du Sud Kivu est informée de manière objective sur l'évolution du processus démocratique. Les médias de Bukavu et de quatre territoires utilisent les articles publiés pour enrichir leurs journaux et diverses émissions de débat démocratique.

Au 21 mai 2018, la plateforme en ligne a connue plus de 851 mille visites des personnes qui s'informent ainsi objectivement sur les droits humains et le processus démocratique et électoral.

❖ **EXAMEN ou EVALUATION:**

Les activités mis en œuvre durant cette phase par JPDDH nous ont permis d'atteindre plusieurs résultats escomptés. Il s'agit entre autre :

❖ *Production de 6 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique*

- ✓ 192 personnes dont 83 femmes ont pris part aux émissions, participées activement et échangées directement aux débats avec les acteurs politiques et de la société civile sur le processus électoral et démocratique.
- ✓ L'interaction entre les co-débatteurs et le public permet un échange libre et renforce la liberté d'expression dans le chef des participant et par ricochet dans la province du Sud Kivu et en RDC en général.
- ✓ Ces émissions publiques constituent désormais des cadres d'expression libres faisant participer les acteurs politiques du pouvoir et de l'opposition ainsi que les acteurs de la société civile et des mouvements sociaux expriment leurs opinions
- ✓ Plus de 2 million de personnes ont été atteintes par l'émission après la diffusion dans des médias partenaires.

❖ *Organisation de 5 forums communautaires sur la liberté d'expression en période électorale et démocratique*

- ✓ 137 personnes dont les journalistes, acteurs de sécurité (police, armée, ANR), responsables administratifs et politiques, activistes de la société civile ont pris part aux forums et se sont engagés à protéger les journalistes dans l'exercice de leur travail.
- ✓ Un acte d'engagement a été signé par toutes les parties prenantes pour accompagner les journalistes dans l'exercice de leur métier dans la liberté.



✓ L'engagement du Gouverneur de la province du Sud Kivu à protéger la liberté de la presse dans la province.

✓ Les forums communautaires ont aussi permis de mettre pour la première fois autour d'une table les journalistes et les agents de l'ordre (armée, ANR, police) ainsi que les autorités politiques et administratives afin d'échanger sur la liberté de presse surtout en cette période électorale et d'obtenir leur engagement.

❖ *Produire 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits humains au Sud Kivu*

✓ 400 brochures sont imprimées et distribuées au près des acteurs sociaux politiques ainsi qu'aux journalistes dans les 5 sites du projet (Walungu, Uvira, Bukavu, Idjwi, Kalehe)

✓ Le contenu de l'édit provincial sur la protection des journalistes est connu par les autorités locales qui promettent de le respecter

✓ Les journalistes du Sud Kivu disposent désormais des copies de l'Edit et promettent de s'en servir pour leur protection juridique dans l'exercice de leur métier.

❖ *Organisation de 50 étudiants en journalisme sur le journalisme des droits humains et de la démocratie*

✓ 50 jeunes étudiants maîtrisent les principes clés de la démocratie et les droits humains

✓ Les étudiants formés maîtrisent les règles déontologiques et techniques professionnelles de couverture du processus électoral et des questions liées aux droits humains en période électorale

✓ Les étudiants formés promettent d'appliquer les règles déontologiques et techniques apprises dans leur carrière de journaliste.

❖ *Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet*

✓ Plus de 800 000 personnes ont actuellement visité le site pour s'informer sur le processus démocratique et électoral au Sud Kivu et en République démocratique du Congo

✓ 270 articles ont été produits et publiés sur la plateforme durant cette première phase

✓ La plateforme sert de canal sérieux de partage d'information entre membres des clubs de presse sur le processus et les articles y publiés enrichissent les journaux des médias du Sud Kivu

✓

Pour conclure, soulignons qu'à l'heure actuelle, le taux d'exécution du projet et/ou des activités est d'environ de %. Ceci s'explique par le fait que sur sept activités prévues, cinq ( 5) sont déjà réalisées ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de:

1. Organiser 10 forums locaux sur la liberté d'expression et d'informations dans un processus Démocratique à Bukavu, Idjwi, Walungu, Kalehe et Uvira : Sur les 10 forums prévus, 5 ont été exécuté à ce niveau. [Soit un taux de réalisation de 50%](#)
2. Organisation de 20 émissions débats publics sur la démocratie et des droits humains à Bukavu: Sur les 20 émissions de débat public prévues, 6 ont été réalisées à ce stade. [Soit un taux d'exécution de 30%](#)
3. Organiser des productions et partage d'articles d'informations sur la plateforme en ligne
4. Former 50 étudiants en journalisme sur les techniques de couverture des questions des droits humains et la démocratie à Bukavu. [Exécuté à 100%](#)
5. Produire 400 brochures de l'édit portant protection des droits humains et des journalistes au Sud-Kivu à l'intention des médias du Sud Kivu. [Exécuté à 100%](#)
6. Organiser un atelier de vulgarisation et d'explicitation de l'Edit portant protection des journalistes auprès journalistes de la province du Sud Kivu. L'activité sera réalisée au cours de la deuxième phase. [Taux d'exécution actuelle 0%](#)

7. Suivi-évaluation L'activité sera exécutée au cours de la deuxième et la troisième phase du projet. Taux d'exécution actuelle 0%

Nous comptons ainsi, d'ici le mois juin pour la deuxième phase du projet, poursuivre avec l'organisation des forums communautaires, la réalisation des émissions publiques sur le processus électoral et démocratique, la production des articles sur la plateforme en ligne Jambordc.info en lien avec le processus électoral, démocratique et les droits humains, l'organisation d'un atelier de vulgarisation de l'édit portant protection des journalistes et l'organisation d'un atelier d'évaluation mi-parcours du projet.

Ce qui va contribuer à renforcer et consolider les acquis que nous avons réalisés à ce stade dans le cadre de notre projet.

**PHASE II : ACTIVITES ALLANT DU 1 JUIN AU 31 SEPTEMBRE 2018**

## **1. CONTEXTE:**

Au cours de cette phase du Projet « *Advocating for Media Rights and Helping Journalism support the Democratic Process in South Kivu* », JPDDH a travaillé dans un contexte politique, social et économique instable en République démocratique du Congo.

Sur le plan national, au niveau politique, l'incertitude continue à planer sur l'organisation des élections présidentielles et législatives fixées au 23 décembre par la Commission électorale nationale indépendante, CENI.

Malgré de nombreuses avancées sur le plan opérationnel avec notamment la clôture et la publication des listes des candidats à la présidence de la République, la désignation par le président Kabila de son dauphin (Emmanuel Shadari) et son retrait comme candidat à un troisième mandat (ce qui a sensiblement baissé la tension interne), il reste de nombreux points non résolus jusque-là.

C'est entre autre l'utilisation de la machine à voter qui continue d'être contesté dans la classe politique, la décrispation du climat politique qui n'est toujours pas effective malgré que cela ait été prévu par l'accord de la Saint Sylvestre, l'écartement et/ou l'invalidation de certains candidats majeurs de l'opposition (Moïse Katumbi et Jean Pierre Bemba), etc.

Il y a aussi l'épineux problème logistique qui, à moins de 3 mois de la tenue des élections continue à présenter des zones d'ombres. En effet, le gouvernement congolais a refusé toute aide étrangère au processus électoral malgré l'offre de la communauté internationale. Mais sur le terrain rien n'est fait concrètement dans le sens de rassurer sur la capacité du pouvoir à prendre en charge notamment l'aspect logistique du processus.

Soulignons aussi que dans le pays, le rétrécissement de l'espace politique continue à être d'actualité. Le pouvoir continue à être hostile à toute manifestation de l'opposition, des mouvements sociaux ou de la société civile qu'il réprime violemment et souvent dans le sang. Par contre, il facilite les activités de soutien au pouvoir et s'est même lancé dans une campagne précoce au profit du candidat du parti au pouvoir, Emmanuel Shadari, le dauphin de Kabila, et ce, malgré l'interdiction de la loi.

Soulignons qu'entre temps, la situation sécuritaire devient aussi de plus en plus volatile au vue du contexte politique actuel dans le pays. La résurgence des groupes armés, l'insécurité urbaine et la criminalité avec des cas d'assassinats et attaques ciblées, de plus en plus, la situation sécuritaire semble échapper au contrôle des autorités. Et à cela, plane désormais une menace de la guerre civile impliquant les pays voisins et qui sont d'ailleurs dénoncées par les autorités congolaises elles-mêmes. Ainsi, des miliciens Maï Maï, des rebelles FNL du Burundi, ont repris leur activisme ces dernières semaines dans la province du Sud Kivu.

Cette situation politique affecte malheureusement les autres secteurs de la vie dont le secteur économique entraînant ainsi l'inflation, la chute de la valeur de la monnaie locale (le franc congolais) face au dollar américain. Le taux de chômage ne cesse aussi de croître et la détérioration des routes de dessertes agricole de ne cesse de s'empirer.

Soulignons, enfin, une montée de la pression sur les médias et journalistes à la veille des élections. D'où l'ultime besoin de la poursuite des activités de ce programme exécuté pour, d'une part renforcer la liberté d'expression en rapprochant davantage les autorités et les médias et d'autre part informer

Dans ce contexte, JPDDH à travers le projet « liberté d'expression en période électorale », a poursuivi ses activités visant à renforcer les compétences des journalistes en vue de la couverture objective et sécurisée de la période électorale.

## **2. OBJECTIFS DU PROGRAMME:**

- Renforcer la capacité des journalistes du Sud Kivu pour une couverture objective et sécurisée durant la période électorale
- Promouvoir des mécanismes de collaboration entre acteurs politiques et les maisons de presse pour l'apaisement du processus démocratique dans la province du Sud-Kivu.

### 3. ACTIVITES DU PROGRAMME:

Au cours de cette deuxième phase du programme, 5 activités majeures ont été organisées et/ou poursuivies.

Il s'agit de :

6. Production de 3 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique en République démocratique du Congo
7. Organisation de 2 forums communautaires sur la liberté d'expression sur le thème : « Evaluation des engagements des parties prenantes sur la protection de la liberté d'expression à Uvira et Idjwi
8. Organiser un atelier de vulgarisation et d'explicitation de l'édit portant protection des journalistes à Bukavu
9. Production articles d'information sur le processus démocratique, électoral et les droits humains à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet (501 au total pour cette phase).
10. Organiser un atelier d'évaluation mi-parcours du projet.

Ces différentes activités ont entre autre contribué largement faire participer la population sur le débat lié à la démocratie et au processus électoral, à conscientiser la population sur son rôle dans la démocratie et le processus électoral, responsabiliser les acteurs des médias dans la diffusion des informations électorales paisibles engager les autorités locales, les services de sécurité, les acteurs politiques, de la société civile, dans la protection des journalistes et du droit à l'information.



#### *2. Production de 3 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique*

Durant cette deuxième phase, 3 émissions de débat public ont été organisées. Pour rappel, l'émission a été baptisée J-Débat (Jambo débats), à l'image de la plateforme en ligne Jambordc.info.

Toutes les émissions ont été produites dans la salle des formations de JPDDH à Bukavu.

Les sujets ci-après ont été abordés :

1. La démission de certains agents du Centre national de traitement (CNT) de la CENI et son impact sur le processus électoral en cours en RDCongo,
2. L'Etat des lieux des droits humains dans la province du Sud-Kivu et perspectives,
3. Organisation d'un forum provincial sur la paix, la sécurité et le développement du Sud-Kivu en perspective des élections en République démocratique du Congo.

Au total 93 personnes ont participé à ces 3 émissions de débats dont 27 femmes. Les émissions débats publics sont ainsi devenues des cadres d'échanges participatifs les acteurs de la société civile, les acteurs politiques comme co-débatteurs et le public (communauté) sur le processus électoral et démocratique en cours.

Les émissions enregistrées en public ont été diffusées sur la Radio Svein, la Radio Star et la Radiotélévision Ngoma ya Kivu (RTNK).

Ces émissions ont permis d'ouvrir un vrai débat démocratique avec les acteurs politiques, potentiels candidats députés provinciaux et nationaux, sur les problèmes réels que connaissent les citoyens surtout en

cette phase électorale. Elles ont aussi permis au public d'adresser directement leurs opinions aux acteurs politiques sur les questions politiques de l'heure notamment le débat sur la machine à voter, la participation de la femme aux prochaines élections, etc.

**Changement attendu : Un débat public met autours les acteurs politiques, de la société civile en présence la communauté, Les groupes des jeunes, femmes, et autres catégories de la communauté trouvent un cadre idéal et échangent directement avec les leaders politiques, de la société civile et expriment leurs points de vues sur l'état de lieu ou le contexte démocratique. Notamment sur le processus électoral, la gouvernance et les droits humains dans la province du Sud-Kivu.**

Le cadre de cette émission public a permis au public composé des jeunes, des femmes, et autres cadres communautaires à prendre part au débat sur le processus démocratique et électoral. Il s'agit de la toute première initiative du genre où les acteurs politiques débattent directement devant leurs futurs électeurs sur les questions de société et de la vie politique du pays. Le public intervient aussi pour faire avancer le débat et émettre ses idées pour l'amélioration du climat démocratique dans le pays.

L'interaction entre les co-débatteurs et le public a ainsi été une des forces de cette activité.



#### *6) Organisation de 2 forums communautaires sur la liberté d'expression en période électorale et démocratique*

Les 2 forums ont porté sur le thème « évaluation des engagements pris par les parties prenantes pour la protection de la liberté d'expression dans les territoires de Walungu et Idjwi). Pour cette deuxième phase, ces différents forums ont été organisés dans deux sites du projet. Un forum a ainsi été organisé dans les territoires d'Idjwi le 30 juin et un autre dans le territoire

d'Uvira le 6 juillet 2018. Comme pour la première phase, ces forums ont été facilités par les clubs de presses locaux membres du programme.

Au total 38 personnes ont pris part aux deux forums dont 10 femmes. Parmi les participants on a compté les acteurs politiques, étatiques ainsi que les journalistes. Les acteurs politiques étaient représenté tant par les membres de l'opposition que du pouvoir (PPRD, UNC...). Parmi les acteurs étatiques on a compté 3 chefs des groupements (Mugote, Nyakalengwa) et le représentant du chef de chefferie Ntambuka) Il y avait le commandant des FARDC à Idjwi et deux agents de l'ANR. A uvira, le commandant de la police a personnellement pris part au forum.

**Changement attendu : A l'issue de l'activité, les parties prenantes s'engagent à accompagner les journalistes et garantir la liberté d'expression dans leurs communautés.**

Dans les deux sites du projet, les parties prenantes ont réaffirmé leur engagement à respecter la liberté d'expression dans leurs milieux respectifs par la signature d'un communiqué y relatif. Les participants étaient entre autre composés des autorités administratives, étatiques et de la société civile. <sup>2</sup>

Ils ont évalué les résolutions du premier forum et se sont réengagé à accompagner les journalistes et garantir ainsi la liberté d'expression dans leur communauté.



#### *7) Organiser un atelier de vulgarisation et d'explicitation de l'édit portant protection des journalistes*

30 journalistes de la ville de Bukavu ont participé à l'atelier de vulgarisation de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits humains



au Sud Kivu. L'activité a eu lieu dans la salle des réunions dans la salle de l'hôtel Witness à Ndendere dans la commune d'Ibanda. Tout a commencé par l'hymne national suivie de la présentation et l'explication du contenu de cet Edit. En suite du jet de questions réponses pour la meilleure compréhension suivi de la déclaration des participants. Chaque participant a aussi reçu une copie de l'édit.

**Changement attendu: Les journalistes du Sud-Kivu maîtrisent le contenu de l'Edit portant protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme. Ils comprennent le fondement de cette loi (édit) et l'évoquent désormais pour leur protection en vue de plus d'indépendance pendant la couverture de tout le processus démocratique-électoral et des questions des droits humains au Sud-Kivu.**

30 journalistes du Sud Kivu dont 12 femmes ont pris part comprennent les articles clés de l'Edit portant protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme. Les participants (journalistes) ont compris le contenu de ce document et ont accepté de l'évoquer dans leurs émissions pour une large vulgarisation et garantir ainsi protection juridique. Ils ont pris l'engagement de le vulgariser à travers leurs médias et à l'évoquer désormais en cas de restriction de la liberté d'expression.

*8) Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet.*



Au total 501 articles sur le processus démocratique, électoral et les droits humains ont été produits et publiés sur la plateforme en ligne Jambordc.info au cours de cette deuxième phase. Ces articles sont principalement revenus sur le contexte politique et des droits humains dans le pays à la veille des élections qui doivent, en

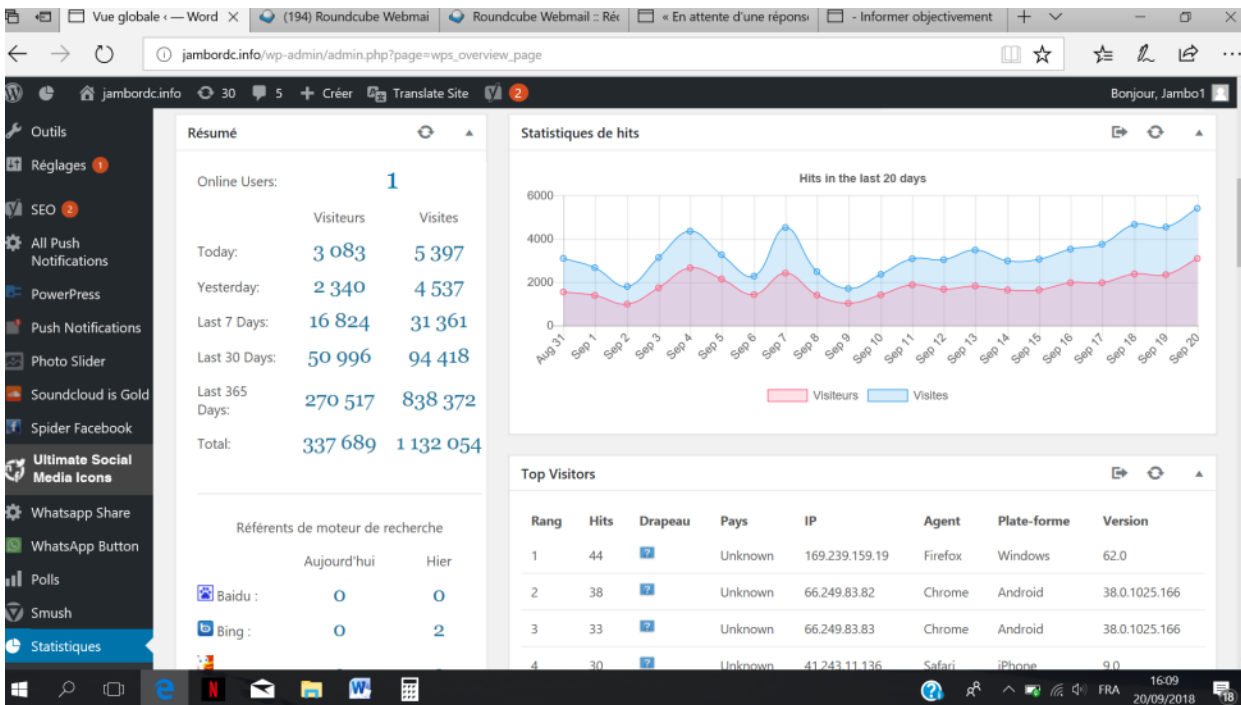
principe, se tenir au 23 décembre 2018.

Au 20 septembre 2018, la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) avait déjà **1 132 054** (un million cent cents trente-deux mille cinquante-quatre) visites de personnes venues s'informer de l'avancée du processus électoral et démocratique. Ce qui témoigne de sa notoriété et sa crédibilité pour l'information objective de la communauté sur le processus électoral et démocratique dans la province du Sud Kivu et en RDC en général.

Jambordc est ainsi devenue la principale source d'information sur le processus démocratique en ligne dans la province du Sud Kivu.

Un groupe sur whatsapp pour renforcer le débat démocratique et le processus électoral a aussi été créée et regroupe actuellement plus de 2000 (deux milles) participants qui débattent et relayent des informations publiés sur la plateforme Jambordc.info ainsi que sur d'autres sites sur le processus démocratique.

*Ici-bas, capture d'écran des statistiques Jambordc.info du 18 septembre 2018*



[La plateforme JambordC.info a reçu 1 132 054 \(un million cent cents trente-deux mille cinquante-quatre\) au 20 septembre 2018 à 16h 09](#)

**Changement attendu :** Une plateforme en ligne existe et sert de canal d'information objective du public et de partage d'informations entre médias. Les journalistes membres des clubs de presses vont poursuivre avec les partages d'informations à travers la plateforme en ligne pour informer le public sur l'évolution du processus démocratique et les droits humains dans leurs milieux. La plateforme sert aussi de cadre de partage instantané d'informations entre médias et journalistes membres des clubs de presse. Au moins 1 million de personnes visitent la plateforme et s'informent objectivement du processus démocratique sur base des productions des journalistes.

La plateforme sert de canal objectif d'information du public et de partage d'information entre médias de différents territoires au Sud-Kivu. La population du Sud-Kivu est informée de manière objective sur l'évolution du processus démocratique. Les médias de Bukavu et de quatre territoires utilisent les articles publiés pour enrichir leurs journaux et diverses émissions de débat démocratique.

Au 21 septembre 2018, la plateforme en ligne a connue plus de déjà 1 million 124 mille 266 visites des personnes qui s'informent ainsi objectivement sur les droits humains et le processus démocratique et électoral. Au total 771 articles ont été produits du début jusqu'à cette phase du projet. Ce qui est loin des attentes estimés à 600 pour tout le projet selon la prévision.

#### 9) *Atelier d'évaluation mi-parcours du projet*

L'atelier d'évaluation mi-parcours du projet a eu lieu le mercredi 14 septembre 2017 dans la salle des formations de l'Ecole technique de journalisme, ETJ/JPDDH, à Bukavu.

L'atelier a réuni 15 personnes dont les journalistes, gestionnaires des médias et 4 membres des clubs des presses. L'évaluation s'est penchée sur l'impact du projet depuis le début de sa mise en œuvre. Tous les participants et bénéficiaires ont été d'accord sur l'impact positif du projet et l'amélioration du travail des

médias pour la consolidation de la démocratie dans la province du Sud Kivu. Le rapport d'évaluation mi-parcours est joint en annexe de ce rapport.

## 10) EXAMEN ou EVALUATION:

Les activités mis en œuvre durant cette phase par JPDDH nous ont permis d'atteindre plusieurs résultats escomptés. Il s'agit entre autre :

### 11) *Production de 3 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique*

- ✓ 93 personnes dont 27 femmes ont pris part aux émissions, participées activement et échangées directement aux débats avec les acteurs politiques et de la société civile sur le processus électoral et démocratique.
- ✓ Interaction entre les co-débatteurs et le public permet un échange libre et renforce la liberté d'expression dans le chef des participants et par ricochet dans la province du Sud Kivu et en RDC en général.
- ✓ Ces émissions publiques constituent désormais des cadres d'expression libres faisant participer les acteurs politiques du pouvoir et de l'opposition ainsi que les acteurs de la société civile et des mouvements sociaux expriment leurs opinions
- ✓ Plus de 2 million de personnes ont été atteintes par l'émission après la diffusion dans des médias partenaires.

### 12) *Organisation de 2 forums communautaires sur la liberté d'expression en période électorale et démocratique*

- ✓ 38 personnes dont 10 femmes parmi lesquels les journalistes, acteurs de sécurité (police, armée, ANR), responsables administratifs et politiques, activistes de la société civile ont pris part aux forums et se sont engagés à protéger les journalistes dans l'exercice de leur travail.
- ✓ Une déclaration de réengagement a à la protection de la liberté de la presse a été signé par toutes les parties prenantes pour accompagner les journalistes dans l'exercice de leur métier dans la liberté.
- ✓ Les forums communautaires tenus dans les deux territoires ont aussi permis de mettre pour une seconde fois autours d'une table les journalistes et les agents de l'ordre (armée, ANR, police) ainsi que les autorités politiques et administratives afin d'échanger sur la liberté de presse surtout en cette période électorale et d'obtenir leur engagement.

### ❖ *Organisation d'un atelier de vulgarisation et d'explicitation de l'édit portant protection des journalistes*

- ✓ 30 journalistes dont 12 femmes ont compris le contenu des articles clés de l'édit portant protection des journalistes.
- ✓ Les participants s'engagent à vulgariser l'édit à travers leurs médias pour plus de protection aux journalistes durant la période électorale
- ✓ Les participants s'engagent à évoquer l'édit portant protection des journalistes en cas de restriction à la liberté d'expression.

### 13) *Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet*

- ✓ 1 million 132 milles 054 visites ont été atteint jusqu'au 19 septembre alors que le projet s'attendait à 1 million. La plateforme constitue une source objective d'information de la communauté sur le processus démocratique et électoral au Sud Kivu et en République démocratique du Congo
- ✓ 501 articles ont été produits et publiés sur la plateforme durant cette deuxième phase
- ✓ La plateforme sert de canal sérieux de partage d'information entre membres des clubs de presse sur le processus et les articles y publiées enrichissent les journaux des médias du Sud Kivu

Pour conclure, soulignons qu'à l'heure actuelle, le taux d'exécution du projet et/ou des activités est d'environ de %. Ceci s'explique par le fait que sur sept activités prévues, cinq (7) sont déjà réalisées ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de:

8. Organiser 10 forums locaux sur la liberté d'expression et d'informations dans un processus Démocratique à Bukavu, Idjwi, Walungu, Kalehe et Uvira : Sur les 10 forums prévus, 7 ont été exécuté à ce niveau. Soit un taux de réalisation de 70%
9. Organisation de 20 émissions débats publics sur la démocratie et des droits humains à Bukavu: Sur les 20 émissions de débat public prévues, 9 ont été réalisées à ce stade. Soit un taux d'exécution de 45%
10. Organiser des productions et partage de 600 articles d'informations sur la plateforme en ligne jambordc.info : Actuellement 771 articles ont été produit. Soit un taux d'exécution de 128,5%
11. Former 50 étudiants en journalisme sur les techniques de couverture des questions des droits humains et la démocratie à Bukavu. Exécuté à 100%
12. Produire 400 brochures de l'édit portant protection des droits humains et des journalistes au Sud-Kivu à l'intention des médias du Sud Kivu. Exécuté à 100%
13. Organiser un atelier de vulgarisation et d'explicitation de l'Edit portant protection des journalistes auprès journalistes de la province du Sud Kivu. L'activité sera réalisée au cours de la deuxième phase. Taux d'exécution actuelle 100%
14. Suivi-évaluation L'activité sera exécutée au cours de la deuxième et la troisième phase du projet. Taux d'exécution actuelle 50%

Au cas où les élections sont tenues cette année selon le calendrier de la CENI (prévues le 23 décembre), cette troisième phase va coïncider avec l'entrée effective dans la phase électorale proprement dite avec notamment la campagne électorale, la tenue des scrutins et la proclamation des résultats. Ainsi, nous comptons renforcer la production des émissions de débat public pour entre autre faciliter le dialogue entre les électeurs et des potentiels candidats de toutes les tendances et pour qui ils pourront voter. Nous allons aussi poursuivre avec l'organisation des forums communautaires et la production des articles sur la plateforme en ligne Jambordc.info en lien avec le processus électoral, démocratique et les droits humains, ainsi que la tenue d'un atelier d'évaluation finale du projet.

Ce qui va contribuer à renforcer et consolider les acquis que nous avons réalisé à ce stade dans le cadre de notre projet.

**PHASE 3 ACTIVITES ALLANT DU 1 OCTOBRE 2018 AU 31 JANVIER 2019**

## **1. CONTEXTE:**

Au cours de cette phase du Projet « », JPDDH a travaillé dans un contexte politique, social et économique instable en République démocratique du Congo.

Sur le plan national, au niveau politique, l'incertitude continue à planer sur l'organisation des élections présidentielles et législatives fixées au 23 décembre par la Commission électorale nationale indépendante, CENI. Ces élections ont été repoussées depuis décembre 2016, à l'expiration du mandat du président actuel Joseph Kabila qui continue à se maintenir au pouvoir au-delà de son mandat. Beaucoup de retards ont été accumulés à ce jour par rapport aux prévisions de la CENI.

Entre temps, le président Kabila continue avec sa tentative de vouloir se maintenir au pouvoir malgré qu'il ait épuisé son second et dernier mandat depuis 2016. La Constitution du pays ne l'autorise pas à briguer un troisième mandat. Ses proches n'hésitent plus d'évoquer publiquement la candidature de Joseph Kabila pour les prochaines élections présidentielles. Ce qui est contraire à la Constitution qui évoque à son article 70 que le Président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans renouvelables une seule fois.

Une représentation qui risque de replonger le pays dans la violence prédisent nombreux observateurs.

De même, dans le pays, le rétrécissement de l'espace politique continue à être d'actualité. L'organisation des manifestations publiques exigeant l'alternance et la démocratie a été formellement interdite. Toute tentative de marche pacifique est brutalement dispersée par les agents de sécurité. La liberté d'expression est aussi gravement menacée.

Les différentes marches organisées par le Comité laïc de coordination, CLC, ont été brutalement réprimées causant une centaine de morts, des centaines des blessés et des centaines d'arrestations. Les regroupements publics des mouvements sociaux tels la LUCHA, Filimbi, etc, et ONG œuvrant pour la démocratie sont aussi violemment réprimés.

L'application de l'accord de la Sainte Sylvestre conclu le 31 décembre 2016 se fait aussi de manière sélective au gré du pouvoir. Nombreux opposants continuent à croupir en prison pour leurs opinions, d'autres à l'instar du candidat déclaré pour la présidentielle, Moïse Katumbi, demeurent en exil.

Avec la volatilité politique, le secteur sécuritaire se voit aussi affecté. La résurgence des groupes armés, l'insécurité urbaine et la criminalité avec des cas d'assassinats et attaques ciblés, de plus en plus, la situation sécuritaire semble échapper au contrôle des autorités. Et à cela, plane désormais une menace de la guerre civile impliquant les pays voisins et qui sont d'ailleurs dénoncées par les autorités congolaises elles-mêmes.

Cette situation politique affecte malheureusement les autres secteurs de la vie dont le secteur économique entraînant ainsi l'inflation, la chute de la valeur de la monnaie locale (le franc congolais) face au dollar américain. Le taux de chômage ne cesse aussi de croître et la détérioration des routes de dessertes agricole de ne cesse de s'empirer.

Malgré ce sombre tableau, nombreux congolais continuent à espérer à une alternance au sommet de l'Etat.

Dans ce contexte, JPDDH à travers le projet « liberté d'expression en période électorale », a poursuivi ses activités visant à renforcer les compétences des journalistes en vue de la couverture objective et sécurisée de la période électorale.

## **2. OBJECTIFS DU PROGRAMME:**

- Renforcer la capacité des journalistes du Sud Kivu pour une couverture objective des élections de 2016 en RDC.
- Promouvoir le journalisme sensible aux conflits en période électorale dans la province du Sud Kivu.

## **3. ACTIVITES DU PROGRAMME:**

Au cours de cette première phase du programme, 5 activités majeures ont été organisées .

Il s'agit de :



11. Production de 6 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique en République démocratique du Congo
12. Organisation de 5 forums communautaires sur la liberté d'expression à Kalehe, Uvira, Idjwi, Walungu et Bukavu
13. Produire 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits de l'homme au Sud Kivu
14. Formation de 50 étudiants en journalisme sur le journalisme des droits humains et de la démocratie
15. Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet.

Ces différentes activités ont entre autre contribué largement faire participer la population sur le débat lié à la démocratie et au processus électoral, à conscientiser la population sur son rôle dans la démocratie et le processus électoral, responsabiliser les acteurs des médias dans la diffusion des informations électorales paisibles engager les autorités locales, les services de sécurité, les acteurs politiques, de la société civile, dans la protection des journalistes et du droit à l'information.

### 3. *Production de 6 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique*



Durant cette première phase, 6 émissions de débat public ont été organisés. Baptisée J-Débat (Jambo débats), à l'image de la plateforme Jambordc.info, toutes les émissions ont été produite dans la salle des formations de JPDDH.

Les sujets ci-après ont été abordés :

1. La répression des marches pacifiques en période électorale en RDC
2. la problématique de la machine à voter proposée par la CENI, rejetée par l'opposition et une frange de la population,
3. la participation de la femme du Sud Kivu au processus électoral
4. Evaluation sur les 28 ans de la démocratisation

de la RD Congo.

5. Le financement des élections du 23 décembre 2018 sur fonds propres du gouvernement congolais.
6. L'apport des organisations sous régionales au processus électoral en République démocratique du Congo

Au total 192 personnes ont participé à ces émissions de débats dont 83 femmes soit en moyenne 32 participants par émission. Les débats étaient chaque fois ouverts et regroupaient les acteurs de la société civile, les acteurs politiques comme co-débatteurs et le public qui participait activement au débat sur la démocratie.

Les émissions enregistrées en public ont été diffusées sur la Radio Svein, la Radio Star et la Radiotélévision Ngoma ya Kivu (RTNK).

Ces émissions ont permis d'ouvrir un vrai débat démocratique avec les acteurs politiques, potentiels candidats députés provinciaux et nationaux, sur les problèmes réels que connaissent les citoyens surtout en cette phase électorale. Elles ont aussi permis au public d'adresser directement leurs opinions aux acteurs politiques sur les questions politiques de l'heure notamment le débat sur la machine à voter, la participation de la femme aux prochaines élections, etc.

**Changement attendu : Un débat public met autours les acteurs politiques, de la société civile en présence la communauté, Les groupes des jeunes, femmes, et autres catégories de la communauté trouvent un**

**cadre idéal et échangent directement avec les leaders politiques, de la société civile et expriment leurs points de vues sur l'état de lieu ou le contexte démocratique. Notamment sur le processus électoral, la gouvernance et les droits humains dans la province du Sud-Kivu.**



Le cadre de cette émission public a permis au public composé des jeunes, des femmes, et autres cadres communautaires à prendre part au débat sur le processus démocratique et électoral. Il s'agit de la toute première initiative du genre où les acteurs politiques débattent directement devant leurs futurs électeurs sur les questions de société et de la vie politique du pays. Le public intervient aussi pour faire avancer le débat et émettre ses idées pour l'amélioration du climat démocratique dans le pays.

L'interaction entre les co-débatteurs et le public a ainsi été une des forces de cette activité. «*J'ai pour la*

*première fois vu les politiciens que j'entends à la radio. J'avais souvent des préoccupations mais aujourd'hui je leur ai dit en face ce que je pense pour que la démocratie soit réelle. Je pense que c'est un cadre oriinal et il faut continuer à mettre en face de nous les politiciens pour qu'on puisse débattre ensemble*», a dit une participante à l'issue d'une émission.

«*Cette émission est d'une grande importance pour éclairer le peuple congolais et l'amener à éviter des soupçons* ».

«*Heureux de participer à J-Débat de Jambordc.info. C'est une initiative qui va permettre aux acteurs politiques et de la Société civile du Sud-Kivu de se documenter davantage par rapport aux questions afin d'avoir les vraies informations à donner au public. J'encourage cette émission* »

«*J'encourage Jambordc.info qui, à travers cette émission publique, pourra contribuer certainement au processus électoral et à la promotion de la démocratie et des droits humains* ».

#### ***14) Organisation de 5 forums communautaires sur la liberté d'expression en période électorale et démocratique***



Ces différents forums ont été organisés dans cinq sites du projet. Un forum a ainsi été organisé dans le territoire de d'Idjwi le 24 mars, dans le territoire de Walungu le 6 avril, dans le territoire d'Uvira le 14 avril, à Kalehe le 17 avril et dans la ville de Bukavu le 3 mai 2018. Dans les 4 sites ruraux (Uvira, Walungu, Idjwi, Kalehe), les forums ont été organisés avec les Clubs de presse locaux. Dans la ville de Bukavu, JPDDH a associé l'Union nationale de la presse du Congo, UNPC, dans l'organisation de l'activité. Au total 137 personnes ont pris part aux forums

communautaires organisées durant cette phase.

Les parties prenantes s'engagent à accompagner les journalistes et garantir la liberté d'expression dans leurs communautés.

**Changement attendu : A l'issue de l'activité, les parties prenantes s'engagent à accompagner les journalistes et garantir la liberté d'expression dans leurs communautés.**



Le chef de l'ANR Kalehe et de l'armée entraînent de lire l'édit sur la protection des journalistes au cours du forum. Ph. Théophile Ombeni

Sur les 5 sites (Bukavu, Walungu, Kalehe, Idjwi et Uvira), les parties prenantes dont les acteurs de sécurité (Agence de renseignement-ANR-, la police, l'armée), les autorités locales (gouverneur, administrateur de territoires etc) ainsi que les acteurs de la société civile ont pris l'engagement d'accompagner les journalistes de garantir la liberté d'expression durant la période électorale et démocratique.

Un acte d'engagement a chaque fois été signé par les différentes parties prenantes à l'issue de chaque forum.

A Bukavu, au lendemain du forum communautaire, après la restitution des résolutions, le gouverneur de province Claude Nyamugabo a promis qu'«*aucun journaliste ne sera arrêté pour avoir fait son travail durant son mandat*»

Soulignons que grâce aux forums communautaires, pour la toute première fois,

#### ***15) Produire 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits humains au Sud Kivu***

Au total 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes ont été imprimées et distribuées dans la province du Sud Kivu. Les journalistes, acteurs politiques, acteurs de la société civile, agents de sécurité (ANR, police, etc) et les autorités politiques ont reçu une copie de l'Edit.

**Changement attendu : 400 brochures de l'Edit provincial portant protection des défenseurs des droits humains et des journalistes sont produites et vulgarisées auprès des médias et des autorités provinciales. Les journalistes comprennent le contenu de la loi et s'en servent désormais pour leur protection juridique**

400 brochures sont produites et distribuées au près des journalistes, acteurs de la société civile, autorités provinciales et acteurs politiques dans les 5 sites du projet.

Les journalistes comprennent désormais son bien fondé et disposent des copies de l'édit.

Les autorités de leur part ont promis de s'approprier cet edit et d'accompagner les journalistes dans la jouissance de la liberté d'expression.

#### ***16) Organisation de 50 étudiants en journalisme sur le journalisme des droits humains et de la démocratie***

Une formation sur le journalisme des droits humains et de la démocratie a été organisée à l'intention de 50 étudiants de l'Ecole technique de journalisme, ETJ, du 20 au 21 mars 2018.



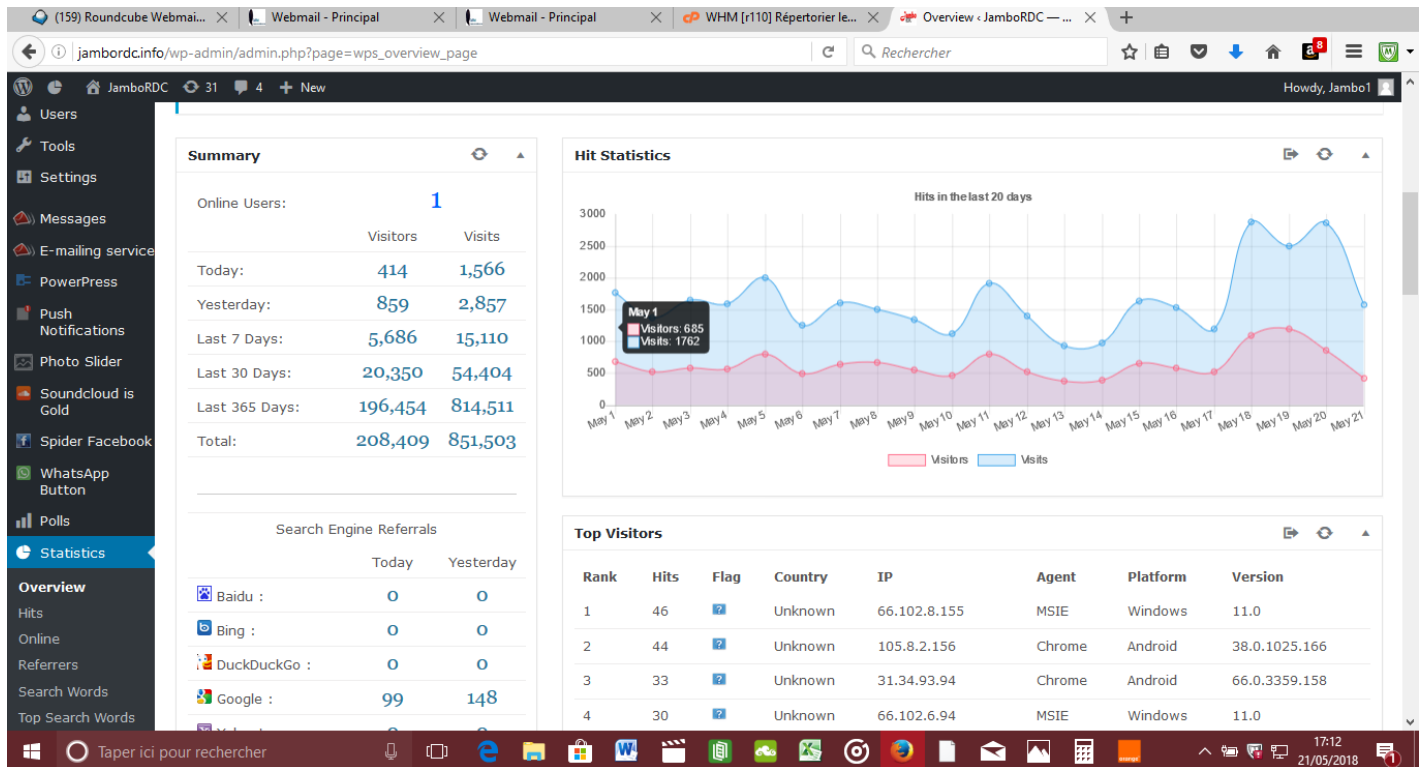
Les étudiants ont été informés sur les techniques de récolte, de traitement de de diffusion de l'information relative aux droits humains surtout en lien avec le processus électoral.

La formation a eu lieu en deux phases : La première consistait à former 25 étudiants sur les principes de la démocratie et des droits humains. La seconde consistait à les former sur les techniques journalistiques de rédaction, traitement et diffusion de l'information en lien avec les droits humains durant le processus électoral et démocratique en République démocratique du Congo.

**Changement attendu: A l'issue de cette formation 50 étudiants en journalisme auront une maîtrise des principes démocratiques et des droits humains et en feront usage dans les différentes diffusions des émissions et programmes radio.**

A l'issue de cette formation, les étudiants ont compris les principes clés de la démocratie, le rôle des élections ainsi que le rôle du journaliste pendant la période électorale. Ils ont également maîtrisé les techniques de rédaction journalistique adaptée au contexte électoral et en lien avec les droits humains. Ils se sont également engagés à les appliquer dans leur carrière journalistique ainsi que dans leurs productions médiatiques

*17) Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet.*



Au total 270 articles sur le processus démocratique sont produits et publiés sur la plateforme en ligne JamborDC.info. Ces articles sont principalement revenus sur le context politique et des droits humains dans le pays à la veille des elections qui doivent, en principe se tenir au 23 décembre 2018.

Au 21 mai 2018, le site web [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) avait déjà 851, 503 (huit cents cinquante et un mille cinq cents et trois ) visites. Ce qui augmente davantage sa notoriété dans la province du Sud Kivu et en RDC en général.

Septembre 2017

JamboRDC est ainsi devenue la principale source d'information sur le processus démocratique en ligne dans la province du Sud Kivu.

Un groupe sur whatsapp pour renforcer le débat démocratique et le processus électoral a aussi été créée et regroupe actuellement plus de 2000 (deux milles) participants qui débattent et relayent des informations publiés sur la plateforme JamboRDC.info ainsi que sur d'autres sites sur le processus démocratique.

**Changement attendu : Une plateforme en ligne existe et sert de canal d'information objective du public et de partage d'informations entre médias. Les journalistes membres des clubs de presses vont poursuivre avec les partages d'informations à travers la plateforme en ligne pour informer le public sur l'évolution du processus démocratique et les droits humains dans leurs milieux. La plateforme sert aussi de cadre de partage instantanée d'informations entre médias et journalistes membres des clubs de presse. Au moins 1 million de personnes visitent la plateforme et s'informent objectivement du processus démocratique sur base des productions des journalistes.**

La plateforme sert de canal objective d'information du public et de partage d'information entre medias de différents territoires au Sud Kivu. La population du Sud Kivu est informée de manière objective sur l'évolution du processus démocratique. Les médias de Bukavu et de quatre territoires utilisent les articles publiés pour enrichir leurs journaux et diverses émissions de débat démocratique.

Au 21 mai 2018, la plateforme en ligne a connue plus de 851 mille visites des personnes qui s'informent ainsi objectivement sur les droits humains et le processus démocratique et électoral.

❖ **EXAMEN ou EVALUATION:**

Les activités mis en œuvre durant cette phase par JPDDH nous ont permis d'atteindre plusieurs résultats escomptés. Il s'agit entre autre :

❖ *Production de 6 émissions de débat public sur le processus électoral et démocratique*

- ✓ 192 personnes dont 83 femmes ont pris part aux émissions, participées activement et échangées directement aux débats avec les acteurs politiques et de la société civile sur le processus électoral et démocratique.
- ✓ L'interaction entre les co-débatteurs et le public permet un échange libre et renforce la liberté d'expression dans le chef des participant et par ricochet dans la province du Sud Kivu et en RDC en général.
- ✓ Ces émissions publiques constituent désormais des cadres d'expression libres faisant participer les acteurs politiques du pouvoir et de l'opposition ainsi que les acteurs de la société civile et des mouvements sociaux expriment leurs opinions
- ✓ Plus de 2 million de personnes ont été atteintes par l'émission après la diffusion dans des médias partenaires.

❖ *Organisation de 5 forums communautaires sur la liberté d'expression en période électorale et démocratique*

- ✓ 137 personnes dont les journalistes, acteurs de sécurité (police, armée, ANR), responsables administratifs et politiques, activistes de la société civile ont pris part aux forums et se sont engagés à protéger les journalistes dans l'exercice de leur travail.
- ✓ Un acte d'engagement a été signé par toutes les parties prenantes pour accompagner les journalistes dans l'exercice de leur métier dans la liberté.

✓ L'engagement du Gouverneur de la province du Sud Kivu à protéger la liberté de la presse dans la province.

✓ Les forums communautaires ont aussi permis de mettre pour la première fois autour d'une table les journalistes et les agents de l'ordre (armée, ANR, police) ainsi que les autorités politiques et administratives afin d'échanger sur la liberté de presse surtout en cette période électorale et d'obtenir leur engagement.

❖ *Produire 400 brochures de l'Edit portant protection des journalistes et défenseurs des droits humains au Sud Kivu*

✓ 400 brochures sont imprimées et distribuées au près des acteurs sociaux politiques ainsi qu'aux journalistes dans les 5 sites du projet (Walungu, Uvira, Bukavu, Idjwi, Kalehe)

✓ Le contenu de l'édit provincial sur la protection des journalistes est connu par les autorités locales qui promettent de le respecter

✓ Les journalistes du Sud Kivu disposent désormais des copies de l'Edit et promettent de s'en servir pour leur protection juridique dans l'exercice de leur métier.

❖ *Organisation de 50 étudiants en journalisme sur le journalisme des droits humains et de la démocratie*

✓ 50 jeunes étudiants maîtrisent les principes clés de la démocratie et les droits humains

✓ Les étudiants formés maîtrisent les règles déontologiques et techniques professionnelles de couverture du processus électoral et des questions liées aux droits humains en période électorale

✓ Les étudiants formés promettent d'appliquer les règles déontologiques et techniques apprises dans leur carrière de journaliste.

❖ *Production des articles d'information sur le processus démocratique et électoral à travers la plateforme en ligne [www.jambordc.info](http://www.jambordc.info) mise en œuvre dans le cadre du projet*

✓ Plus de 800 000 personnes ont actuellement visité le site pour s'informer sur le processus démocratique et électoral au Sud Kivu et en République démocratique du Congo

✓ 270 articles ont été produits et publiés sur la plateforme durant cette première phase

✓ La plateforme sert de canal sérieux de partage d'information entre membres des clubs de presse sur le processus et les articles y publiés enrichissent les journaux des médias du Sud Kivu

✓

Pour conclure, soulignons qu'à l'heure actuelle, le taux d'exécution du projet et/ou des activités est d'environ de %. Ceci s'explique par le fait que sur sept activités prévues, cinq ( 5) sont déjà réalisées ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de:

15. Organiser 10 forums locaux sur la liberté d'expression et d'informations dans un processus Démocratique à Bukavu, Idjwi, Walungu, Kalehe et Uvira : Sur les 10 forums prévus, 5 ont été exécuté à ce niveau. [Soit un taux de réalisation de 50%](#)

16. Organisation de 20 émissions débats publics sur la démocratie et des droits humains à Bukavu: Sur les 20 émissions de débat public prévues, 6 ont été réalisées à ce stade. [Soit un taux d'exécution de 30%](#)

17. Organiser des productions et partage d'articles d'informations sur la plateforme en ligne

18. Former 50 étudiants en journalisme sur les techniques de couverture des questions des droits humains et la démocratie à Bukavu. [Exécuté à 100%](#)

19. Produire 400 brochures de l'édit portant protection des droits humains et des journalistes au Sud-Kivu à l'intention des médias du Sud Kivu. [Exécuté à 100%](#)

20. Organiser un atelier de vulgarisation et d'explicitation de l'Edit portant protection des journalistes auprès journalistes de la province du Sud Kivu. L'activité sera réalisée au cours de la deuxième phase. [Taux d'exécution actuelle 0%](#)



21. Suivi-évaluation L'activité sera exécutée au cours de la deuxième et la troisième phase du projet. Taux d'exécution actuelle 0%

Nous comptons ainsi, d'ici le mois juin pour la deuxième phase du projet, poursuivre avec l'organisation des forums communautaires, la réalisation des émissions publiques sur le processus électoral et démocratique, la production des articles sur la plateforme en ligne Jambordc.info en lien avec le processus électoral, démocratique et les droits humains, l'organisation d'un atelier de vulgarisation de l'édit portant protection des journalistes et l'organisation d'un atelier d'évaluation mi-parcours du projet.

Ce qui va contribuer à renforcer et consolider les acquis que nous avons réalisés à ce stade dans le cadre de notre projet.